

**COMITE SYNDICAL DU 18 DECEMBRE 2025 à 18h00**  
**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE (PJ1)**

*Ordre du jour :*

*Désignation d'un secrétaire de séance*

*Approbation du procès-verbal du Comité du 6 novembre 2025 (PJ2)*

*Compétences générales du SIAC*

*Point n°1 - Analyse des résultats de l'évaluation à 6 ans du SCoT du Chablais (PJ3)*

**Vu** le Code de l'urbanisme, et notamment son article L.143-28 relatif à l'obligation d'évaluation des Schémas de Cohérence Territoriale dans les dix ans suivant leur approbation,

**Vu** le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Chablais, approuvé le 30 janvier 2020 et rendu exécutoire le 26 juillet 2020,

**Vu** le rapport d'évaluation à six ans du SCoT du Chablais, élaboré par le SIAC conformément aux dispositions réglementaires précitées,

**Considérant** que, bien que l'article L.143-28 du code de l'urbanisme ait été modifié par la loi n°2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement, portant le délai d'évaluation obligatoire des SCoT à 10 ans, il a été décidé, au regard du travail réalisé et de la promulgation tardive de la loi dans le processus d'évaluation, de maintenir l'évaluation à 6 ans telles que prévues initialement, afin de mesurer la pertinence des objectifs, d'apprécier les effets de la mise en œuvre du SCoT et de déterminer s'il doit être maintenu ou révisé ; cette évaluation constitue un point d'étape intermédiaire avant l'évaluation complète à 10 ans,

**Considérant** que le SCoT constitue le document stratégique d'aménagement et de planification à l'échelle des 62 communes du territoire, regroupées au sein des intercommunalités Thonon Agglomération, Communauté de Communes du Pays d'Évian Vallée d'Abondance et Communauté de Communes du Haut-Chablais,

**Considérant** que le SCoT définit les grandes orientations d'aménagement et de développement durable à horizon 2040, et qu'il a pour vocation d'assurer la cohérence entre les politiques publiques d'habitat, de mobilités, d'économie, d'environnement, d'énergie et de services,

**Considérant** que l'évaluation à six ans vise à mesurer la pertinence des objectifs, à apprécier les effets de la mise en œuvre du SCoT, et à déterminer s'il doit être maintenu ou révisé,

**RAPPEL DU CADRE ET DE LA DEMARCHE D'EVALUATION**

L'évaluation du SCoT du Chablais a été conduite en régie, par l'équipe du SIAC, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et selon la méthodologie définie par le SIAC, reposant sur :

- L'analyse de vingt indicateurs de suivi, couvrant les thématiques de la démographie, de l'habitat, de la consommation foncière, des mobilités, de l'économie, du tourisme, de l'environnement et des services ;
- Le croisement de ces indicateurs avec des éléments qualitatifs issus des observatoires territoriaux, des diagnostics intercommunaux et des échanges avec les acteurs locaux ;
- Une lecture consolidée selon les cinq grands objectifs du PADD, permettant de mesurer la mise en œuvre du projet de territoire.

Cette évaluation vise à apprécier la cohérence, la pertinence et la portée opérationnelle du SCoT, sans constituer une remise en cause de ses orientations fondamentales.

L'ensemble des éléments analysés lors de cette évaluation a été présenté et discuté lors des 4 commissions SCoT qui se sont déroulées au cours de l'année 2025, en présence des élus désignés par les trois intercommunalités. Le résultat de cette évaluation a également été présenté à l'ensemble des élus du territoire lors de la Conférence des élus du SIAC le 29 novembre 2025.

## LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ANALYSE

L'évaluation confirme que le SCoT du Chablais :

- Demeure pleinement adapté aux enjeux du territoire et cohérent avec les évolutions législatives et stratégiques récentes ;
- S'avère approprié et mobilisé par les intercommunalités et les communes dans leurs démarches de planification locale ;
- Joue un rôle essentiel de cohérence et de coordination entre politiques publiques, garantissant un développement territorial maîtrisé et solidaire.

## DETAIL DE L'EVALUATION PAR OBJECTIFS DU PADD

### Objectif 1 – S'engager pour le désenclavement multimodal et une urbanisation intégrée

Le désenclavement du Chablais reste un enjeu majeur. Le territoire connaît encore une dépendance importante à la voiture individuelle, conséquence de sa géographie enclavée et de la concentration des emplois sur le littoral et en Suisse. L'évaluation du SCoT met néanmoins en évidence des avancées substantielles qui montrent que la stratégie engagée produit des effets tangibles et cohérents avec les orientations initiales.

- La mise en service du Léman Express en 2019, qui relie efficacement le Chablais à Genève et à l'ensemble de l'agglomération franco-valdo-genevoise. La forte augmentation de sa fréquentation confirme la capacité du territoire à engager un report modal dès que l'offre est adaptée. Le renforcement de la ligne 10 du Sud Léman Bus jusqu'à la partie suisse de Saint Gingolph constitue également un progrès notable ;
- La création de pôles d'échanges multimodaux à Thonon et Perrignier entre 2024 et 2025 et la mise en service prévue d'un troisième PEM à Bons-en-Chablais d'ici 2026. Ces équipements s'accompagnent d'une réorganisation coordonnée des dessertes ferroviaires et routières afin de renforcer l'intermodalité ;
- Le développement du covoiturage, soutenu par des applications dédiées comme Karos ou Blablacar Daily et par des dispositifs locaux tels que Léman Stop. Des aires de covoiturage et des parkings relais ont été déployés sur les trois intercommunalités, avec trois parkings relais réalisés depuis 2020 et dix autres en projet. L'autopartage progresse plus modestement et reste aujourd'hui concentré sur Thonon-les-Bains ;
- Le renforcement des itinéraires cyclables et des liaisons douces, avec notamment la ViaRhôna qui traverse le territoire sur 55 km et le développement d'un réseau cyclable de 116 à 118 km dans la CCHC, dont 43 % est déjà réalisé. Le projet de véloroute accompagnant la future A412 doit encore améliorer la continuité des liaisons entre les villages situés le long de l'axe.

Les projets structurants comme le THNS Thonon–Genève, reporté à 2030, et l'autoroute A412 Machilly\_Thonon-les-Bains, dont la mise en service est désormais prévue en 2029, constituent des leviers décisifs pour améliorer durablement la connexion du Chablais au reste du bassin lémanique. En attendant leur aboutissement, le réseau routier départemental reste fortement sollicité, avec des flux variants entre 12 000 et 41 000 véhicules par jour selon les sections.

Ainsi, même si la part modale de la voiture demeure dominante, les conditions sont désormais réunies pour un basculement progressif vers une mobilité plus équilibrée et durable. L'articulation entre urbanisme et transport est pleinement intégrée dans les documents d'urbanisme compatibles avec le SCoT, ce qui confirme la pertinence du maintien du SCoT dans son écriture actuelle pour cet objectif.

## Objectif 2 – accueillir les populations dans une logique de localisation stratégique et limiter l'étalement urbain

Cet objectif visait à maîtriser l'étalement urbain, à renforcer les centralités et à promouvoir la sobriété foncière. Les résultats observés montrent une inflexion des dynamiques d'artificialisation. Le rythme de consommation d'espaces agricoles et naturels a diminué, les extensions urbaines sont davantage encadrées et les communes appliquent de plus en plus les principes de densification, de renouvellement urbain et de hiérarchisation des pôles. Les PLU et PLUi en cours ou récemment approuvés témoignent de la montée en puissance d'une culture de la densité et du renouvellement, particulièrement visible sur le littoral et dans les pôles relais.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte de forte attractivité du Chablais. Le territoire a vu sa population augmenter de 40 pour cent entre 2000 et 2022, entraînant une hausse du nombre de ménages liée à la diminution de la taille des foyers. Cette dynamique démographique nourrit une demande constante de logements que le parc résidentiel peine parfois à absorber, notamment dans les secteurs où les résidences secondaires représentent une part importante du parc. Pour répondre à ces besoins, la construction neuve, en particulier dans Thonon Agglomération, a dépassé les objectifs fixés par le SCoT, avec un développement marqué des logements collectifs supérieur à la croissance démographique. Les logements sociaux ont également connu une progression notable, en cohérence avec la loi SRU et les orientations du SCoT.

Les dynamiques de construction révèlent une double ambition : densifier les zones déjà urbanisées et optimiser l'usage du foncier disponible. Les logements collectifs constituent désormais une part importante de la production et les maisons individuelles, encore présentes, s'inscrivent davantage dans des démarches de densification telles que la division parcellaire ou la démolition reconstruction. Cette évolution contribue à limiter l'étalement urbain et à répondre à la diversité des besoins résidentiels tout en préservant les espaces agricoles, naturels et forestiers.

L'évaluation souligne toutefois des difficultés persistantes. Les opérations de densification rencontrent encore des freins fonciers et sociaux, la maîtrise des prix du foncier demeure un enjeu majeur et certaines communes de montagne restent confrontées à des situations de vacances ou à une pression touristique forte qui fragilise l'équilibre du parc de logements. Par ailleurs, les données montrent que l'urbanisation repose encore majoritairement sur l'extension, même si la densification progresse. La mise en compatibilité progressive des documents d'urbanisme locaux avec le SCoT devrait permettre de lisser ces dynamiques et de renforcer l'alignement avec les objectifs d'urbanisation maîtrisée.

Certaines zones, notamment les stations et les communes situées à proximité de la Suisse ou du littoral, connaissent une part élevée de résidences secondaires. La loi 2024 1039 du 3 octobre 2024, dite loi Le Meur, offre de nouveaux outils pour encadrer la production de logements et favoriser l'affectation des constructions nouvelles en résidences principales.

Malgré ces limites, le SCoT a permis de diffuser une logique partagée : construire moins mais mieux, densifier en priorité les centralités existantes, réduire progressivement la part des maisons individuelles dans les nouvelles opérations et encourager la production de logements de petite taille et collectifs pour diversifier les parcours résidentiels. L'ensemble de ces orientations, conjugué aux évolutions législatives récentes et à la compatibilité croissante des PLU avec le SCoT, devrait permettre à moyen terme de maîtriser durablement l'étalement urbain, de répondre aux besoins des habitants permanents et de poursuivre la transition vers une consommation foncière plus sobre et plus cohérente avec les objectifs du territoire.

## Objectif 3 – faire de l'environnement et des paysages un atout, en conciliant protection et aménagement

Cet objectif vise à faire de l'environnement et des paysages un atout majeur du territoire tout en conciliant protection et aménagement. L'analyse menée dans le cadre de l'évaluation confirme que le SCoT constitue un cadre déterminant pour limiter l'artificialisation, préserver les espaces agricoles et naturels et protéger les paysages emblématiques du Chablais. Les documents d'urbanisme communaux, en particulier les PLU, traduisent largement ces orientations en intégrant et en affinant les cartographies du SCoT, qu'il s'agisse de l'armature écologique, des espaces agricoles stratégiques ou des fronts paysagers. Certaines communes ont également instauré des zones agricoles paysagères ou préservées dans les secteurs où l'activité agricole participe directement à la qualité et à la lisibilité du paysage, interdisant toute construction afin de préserver ces paysages remarquables.

Le suivi des projets d'aménagement montre que la grande majorité d'entre eux respecte les orientations du PADD, qui protège les secteurs sensibles et les réservoirs de biodiversité tout en autorisant des exceptions limitées, notamment pour la requalification de bâtiments existants ou pour des aménagements légers liés à l'activité agricole. À ce jour, le projet d'autoroute A412 Machilly\_Thonon-les-Bains constitue le seul aménagement d'ampleur susceptible d'affecter des zones naturelles protégées, avec des mesures compensatoires prévues pour en limiter les impacts.

Globalement, les résultats révèlent une préservation partielle des espaces naturels et agricoles. La pression sur les terres agricoles demeure significative, même si le rythme d'artificialisation ralentit et reste inférieur au seuil fixé par le SCoT. Les espaces agricoles stratégiques, essentiels en raison de leur valeur agronomique et paysagère, demeurent fragiles face aux projets résidentiels. Les espaces naturels sont moins touchés, leur artificialisation étant cinq fois moindre que celle des terres agricoles, ce qui confirme l'efficacité relative des outils de protection existants.

La valorisation paysagère progresse grâce au Plan de Paysage porté par le SIAC, qui décline les objectifs du SCoT en actions opérationnelles. Ce plan accompagne les initiatives communales de renaturation, de mise en valeur des zones d'activités ou de définition de secteurs stratégiques pour la préservation et la mise en scène des paysages.

Pour renforcer la protection des espaces naturels et agricoles, plusieurs leviers peuvent être mobilisés. Il s'agit de maintenir et préciser les zonages agricoles et naturels dans les PLU, en particulier ceux identifiés comme stratégiques par le SCoT. Le développement des zones agricoles paysagères doit être réservé aux secteurs où l'activité agricole contribue de manière déterminante à la qualité paysagère. Les programmes d'accompagnement et de valorisation paysagère doivent être poursuivis et étendus, en intégrant systématiquement des actions de renaturation et de mise en valeur des paysages dans les projets d'aménagement.

Cette approche, combinant une réglementation ciblée et des actions locales de valorisation, permet de consolider la préservation du patrimoine naturel, agricole et paysager du Chablais tout en conciliant les impératifs de protection et les besoins d'aménagement du territoire.

#### **Objectif 4 – affirmer et poursuivre le développement de l'économie touristique**

Le tourisme dans le Chablais est marqué par une forte concentration de l'activité en montagne, particulièrement autour du ski, ainsi que par un tourisme estival significatif sur le littoral lacustre. Cette dynamique territoriale crée une complémentarité entre montagne et littoral, mais révèle également certaines vulnérabilités. La dépendance au ski expose les stations aux aléas climatiques : le réchauffement entraîne une baisse de l'enneigement, fragilisant certaines stations en début et en fin de saison. Dans ce contexte, le PADD encourage la diversification vers un tourisme « quatre saisons », fondé sur la valorisation du patrimoine naturel et culturel et le développement d'activités sportives et de pleine nature.

L'offre d'hébergement reste hétérogène et dominée par les lits non-marchands, en particulier dans les stations de montagne. Cette situation limite l'utilisation du foncier pour le tourisme marchand et restreint l'accès au logement pour les habitants permanents. Entre 2019 et 2023, les lits non-marchands ont augmenté deux fois plus vite que les lits marchands, accentuant le déséquilibre. En parallèle, l'offre marchande, relativement diversifiée, progresse notamment grâce aux meublés classés, aux résidences de tourisme et aux centres de vacances.

Pour optimiser l'offre touristique tout en préservant les ressources naturelles, plusieurs leviers sont identifiés : encourager la création et le développement d'hébergements marchands, freiner l'extension des résidences secondaires par des dispositifs tels que la loi Le Meur, et soutenir les formes d'agrotourisme et de tourisme vert. Ces mesures permettent de mieux répartir la fréquentation dans l'espace et dans le temps, de limiter la pression sur les sites sensibles et d'assurer une activité touristique durable, conciliant attractivité économique et préservation des paysages et du patrimoine naturel.

## Objectif 5 – développer les activités économiques et les équipements pour un territoire actif

Cet objectif vise à développer les activités économiques et les équipements afin de maintenir un territoire dynamique et attractif. Entre 2012 et 2021, le nombre d'emplois dans le Chablais a augmenté moins rapidement que celui des actifs occupés, ce qui a réduit la disponibilité d'emplois locaux par rapport à la population active. Cette évolution traduit notamment la croissance des travailleurs frontaliers et souligne la dépendance du territoire au marché de l'emploi suisse. Dans ce contexte, le développement des zones d'activités constitue un levier essentiel pour stimuler l'emploi local. Depuis 2015, ces zones ont perdu en surface mais accueillent davantage d'entreprises, entraînant une densification des parcs existants et limitant désormais les marges de développement.

Parallèlement, l'économie locale s'oriente de plus en plus vers la sphère présentielle. Entre 2012 et 2023, les secteurs de l'hébergement-restauration, du commerce et des administrations publiques ont généré les créations d'emplois les plus importantes. Des initiatives ont été mises en œuvre pour renforcer et diversifier la sphère productive. La CCPEVA s'est engagée dans le dispositif national « Territoires d'Industrie » (2023-2027) pour soutenir des projets industriels innovants et accompagner la transition écologique des entreprises, en cohérence avec les orientations du PADD.

Le développement commercial du Chablais suit également une trajectoire croissante. La surface des grandes et moyennes surfaces a doublé au cours des dernières décennies, notamment dans les domaines de l'alimentaire, de la culture et des loisirs ainsi que de l'équipement de la personne. Entre 2020 et 2024, six projets de création ou d'extension ont été examinés en CDAC, totalisant 6 678 m<sup>2</sup> supplémentaires, dont trois extensions de grandes surfaces alimentaires. Ces projets ont été localisés soit en centralités, soit dans l'une des dix zones commerciales périphériques prioritaires définies par le SCoT, témoignant d'une volonté de maîtriser l'implantation commerciale tout en accompagnant le développement économique.

Les intercommunalités du Chablais ont par ailleurs développé des initiatives visant à renforcer le tissu économique local et circulaire. Dans le Haut-Chablais, la « Route Terroir & Savoir-Faire » valorise les produits et services de proximité, encourage les circuits courts et soutient un tourisme respectueux de l'identité locale. Thonon Agglomération et la CCPEVA ont lancé en 2024 le programme « Entrez dans la boucle », favorisant le partage de ressources, le réemploi, la réduction des coûts et l'ancrage territorial des entreprises. La CCPEVA, labellisée « Territoires d'Industrie », concentre également ses efforts sur la diversification industrielle et le renforcement des pratiques respectueuses de l'environnement.

Pour consolider le dynamisme économique du territoire, plusieurs orientations sont à poursuivre. Il s'agit de renforcer l'accompagnement des entreprises dans la transition énergétique et écologique, d'optimiser l'intégration paysagère des zones d'activités économiques pour concilier attractivité et qualité des paysages, de développer les programmes de soutien à la réindustrialisation afin de diversifier davantage les activités et de continuer à valoriser le tissu économique de proximité en donnant plus de visibilité aux produits et services locaux et en soutenant les initiatives déjà engagées. Ces actions permettent de renforcer l'économie locale, d'accroître la résilience du territoire et de préparer le Chablais aux évolutions démographiques, économiques et environnementales futures.

## SYNTHESE GENERALE DE L'ANALYSE DES OBJECTIFS ET JUSTIFICATION DE LA PROPOSITION DE MAINTIEN DU SCOT DU CHABLAIS

L'évaluation à six ans du SCoT du Chablais confirme la pertinence et la solidité du cadre stratégique adopté en 2020, fondé sur une vision à horizon 2040. Le document reste cohérent, opérationnel et pleinement adapté aux enjeux actuels du territoire. Les principaux éléments justifiant le maintien du SCoT dans sa version actuelle peuvent être synthétisés comme suit :

- Cadre stratégique pertinent et durable  
Le SCoT fixe un cap à long terme, toujours adapté aux évolutions démographiques, territoriales et environnementales. Ses orientations stratégiques restent pertinentes pour conforter le cœur urbain, renforcer les pôles structurants, préserver les espaces naturels et agricoles et articuler le développement avec les infrastructures de mobilité transfrontalières. Le document s'inscrit ainsi dans une logique de planification durable et reste aligné avec les exigences du SRADDET régional.
- Stabilité et continuité de l'action publique  
La mise en compatibilité récente des PLU et PLUi explique que certains effets du SCoT ne soient pas encore pleinement visibles sur le terrain. Dans ce contexte, une révision anticipée serait

prématurée et risquerait de générer des incohérences avec le futur cadre régional et national. Le maintien du document actuel assure la continuité et la stabilité des politiques publiques sur le territoire.

- Appropriation par les collectivités locales

Les communes et intercommunalités traduisent progressivement les principes du SCoT dans leurs documents d'urbanisme, notamment en matière d'urbanisation, de localisation des activités économiques et de protection des continuités écologiques. L'intégration des armatures écologiques, des corridors et des principes de densification témoigne de l'efficacité du SCoT comme outil intégrateur et prescriptif.

- Résultats conformes aux ambitions du SCoT

Les indicateurs suivis montrent des trajectoires globalement conformes aux objectifs fixés :

- Croissance démographique maîtrisée (+1,27 % par an entre 2014 et 2022).
- Consommation foncière contenue et tendant à se stabiliser.
- Dynamique économique soutenue, avec densification des zones d'activités (+58 % d'entreprises entre 2015 et 2023).
- Progrès des politiques de mobilité, grâce au Léman Express, aux pôles multimodaux et au développement des mobilités actives.
- Mise en œuvre des politiques environnementales et paysagères, traduites dans les PLUi et les démarches de transition écologique des EPCI.

- Alignement avec les objectifs nationaux et régionaux

Le SCoT avait anticipé les nouvelles exigences, notamment la réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers entre 2021 et 2031. La planification reste donc conforme aux obligations nationales, tout en garantissant la cohérence avec le SRADDET régional en cours de révision.

- Outil de pilotage stratégique

Au-delà de ses effets prescriptifs, le SCoT constitue un outil de pilotage dynamique permettant d'ajuster les politiques publiques sans recourir à une révision formelle. Il offre un cadre pour le suivi partenarial, l'accompagnement des communes et le renforcement des coopérations autour de la transition énergétique, de la mobilité et du logement.

**Compte tenu de ces éléments partagés en séance du comité syndical du 18 décembre 2025, il est proposé de maintenir le SCoT en vigueur afin de consolider les effets positifs déjà observés, d'assurer la cohérence des politiques locales et de garantir la continuité de l'action publique, tout en préparant la future adaptation du document à l'évolution du cadre réglementaire national et régional.**

## **POURSUITE DES REFLEXIONS ET AXES D'AMELIORATION**

Il est toutefois à souligner l'intérêt de poursuivre des travaux d'approfondissement sur plusieurs axes stratégiques identifiés :

1. Le renforcement des mobilités alternatives à la voiture individuelle, et la montée en puissance du report modal ;
2. La consolidation du renouvellement urbain et de la densification qualitative dans les centralités ;
3. La lutte contre la pression foncière et l'accompagnement des politiques locales de logement ;
4. L'intégration accrue des enjeux climatiques et de la résilience territoriale dans les projets d'aménagement ;
5. La coordination renforcée entre les acteurs institutionnels pour une mise en œuvre concertée du SCoT.

Ces réflexions pourront s'inscrire dans le cadre du dispositif d'observation et d'évaluation continue du SIAC, sans préjuger d'une éventuelle révision future si le contexte venait à l'exiger.

**Ainsi, Il est proposé au comité syndical :**

- **De prendre acte des résultats du rapport d'évaluation à six ans du SCoT du Chablais,**
- **De décider de son maintien en vigueur,**
- **Et de mandater la Présidente pour exécuter la présente délibération et assurer sa transmission.**



Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle à l'Assemblée que le SIAC a été sollicité par l'Etablissement Public de Santé HÔPITAUX DU LEMAN pour l'octroi d'une subvention d'équipement à son projet de réhabilitation / extension du bâtiment et du parking associé de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers / Institut de Formation des Aides-Soignants du site de THONON-LES-BAINS.

Le bâtiment construit en 1975 est constitué de 2 niveaux d'une surface totale au RDC de 1 249 m<sup>2</sup> et au premier niveau de 447m<sup>2</sup>.

La capacité d'accueil était initialement de 20 élèves. Si les quotas ont augmenté, en passant de 20 étudiants en 1975 à 88 en 2021 pour les promotions infirmières et à 50 pour la promotion aide-soignante, les locaux sont restés les mêmes.

De par sa conception datant de 1975, ce bâtiment est très énergivore. La principale cause de surconsommation énergétique notamment en termes de chauffage provient d'un défaut d'isolation du bâtiment ainsi que des ponts thermiques structurels. Il est donc devenu nécessaire de réaliser une réhabilitation totale ainsi qu'un agrandissement afin de maintenir l'attractivité de cet institut de formation essentiel dans le Chablais.

L'objectif de ce projet est dans ce bâtiment, qui sera isolé par l'extérieur avec les fenêtres remplacées, intégrant de plus une extension notable,

- De le dimensionner pour les quotas actuels d'étudiants : 88 places IFSI et 50 places IFAS ;
- D'améliorer les conditions d'accueil des étudiants et des équipes pédagogiques et administratives ;
- Faciliter le travail de programmation des interventions pédagogiques des formateurs en créant des salles de cours permettant l'accueil de promotions complètes en groupe pour les Travaux Dirigés et les Travaux Pratiques ;
- Développer et favoriser l'utilisation de la simulation comme méthode pédagogique d'apprentissage en créant un laboratoire de simulation ;
- Développer la mise en place de LABS pour développer l'autonomie des étudiants ;
- Développer l'activité de formation continue.

Les HÔPITAUX DU LEMAN sollicitent une participation financière des collectivités locales du CHABLAIS compte tenu de sa situation financière très difficile. Celle-ci viendrait réduire son recours à l'emprunt qui impacte son budget de fonctionnement et les disponibilités pour son fonctionnement quotidien.

A noter que les rapports de l'ARS montrent que la densité d'aides-soignants salariés dans le nord de la Haute-Savoie est l'une des plus faible de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est fixé actuellement entre fin 2027 et fin 2029 mais ce calendrier pourrait être avancé dès que les termes du plan de financement seront validés.

Mme la Présidente précise qu'une concertation a été menée entre les élus du Bureau Syndical et du groupe de travail finances, pour déboucher sur une proposition de participation de 625 000 € à hauteur de celle des autres financeurs extérieurs.

Le plan de financement serait ainsi le suivant :

- Département de la Haute-Savoie : 629 000 € (12,30 %) ;
  - Région Auvergne-Rhône-Alpes : 624 581 € (12,22 %) ;
  - HÔPITAUX DU LEMAN : 3 233 419 € (63,25 %) ;
  - SIAC : 625 000 € maximum (12,23 %) ;
- pour un total : 5 112 000 € TTC de dépenses d'investissement prévisionnelles.

Ainsi, le taux de subvention d'équipement du SIAC serait d'environ 12,23 % de la totalité des dépenses d'investissement TTC, dans la limite de 625 000 €, si le coût total se concrétise à hauteur de 5 112 000 € TTC

Il est rappelé que la participation du territoire CHABLAIS serait ainsi prise sur l'épargne transitoire constituée par le SIAC ces dernières années grâce aux participations reçues au titre de sa clé générale de contribution, sans qu'il soit besoin de recourir à une augmentation des participations de ses membres.

Mme la présidente rappelle que les subventions d'équipement versées sont conditionnées par l'existence d'un intérêt public local et affectées au financement de la création, de l'acquisition ou de l'augmentation de valeur d'une immobilisation déterminée. L'entité qui accorde la subvention l'utilise comme un dispositif d'investissement indirect dont elle attend un retour pour ses administrés sous forme de potentiel de service. C'est donc le cas en l'espèce.

En outre, la révision statutaire récemment achevée autorise le SIAC à intervenir financièrement pour soutenir ce projet d'intérêt « chablaisien » visant à consolider la présence sur le territoire d'activités de recherche et d'enseignement supérieur portant sur les enjeux de santé.

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF DRCL BCLD-2025-0074 portant approbation de la modification des statuts du syndicat mixte SIAC du 26 novembre 2025 et plus particulièrement l'article 9-5 desdits statuts,

Vu l'article L 1422-3 du Code de la Santé Publique stipulant que les Communes ou leurs groupements peuvent concourir volontairement au financement du programme d'investissement des établissements de santé publics, privés d'intérêt collectif et privés, à la condition que celui-ci respecte les objectifs du schéma régional ou interrégional de santé,

Considérant qu'il s'agit d'un établissement existant qui respecte donc de ce fait les objectifs du schéma régional de santé puisqu'il en est une composante déjà en activité et identifiée,

Considérant que l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations n'impose à l'autorité administrative ou l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9-1 qui attribue une subvention, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, de conclure une convention qu'avec un organisme de droit privé qui en bénéficie, cette disposition n'est donc pas obligatoire en l'espèce,

## **Il est proposé au Comité Syndical**

- **D'ATTRIBUER** une subvention d'équipement du SIAC au projet de réhabilitation / extension du bâtiment et du parking associé de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers / Institut de Formation des Aides-Soignants du site de THONON-LES-BAINS d'un montant maximum de 625 000 €, calculé par application d'un taux de subvention de 12,23 % au total TTC des dépenses d'investissement définitives de l'opération,  
Le versement aura lieu à destination de l'Etablissement Public de Santé HÔPITAUX DU LEMAN, maître d'ouvrage de l'opération d'investissement dans son budget.
- **D'ETABLIR** les règles cumulatives d'attribution suivantes, sans qu'il soit nécessaire de les formaliser dans une convention de financement à signer par les parties,
  - Versement d'un acompte de 50 % sur justification du démarrage des travaux (estimé fin 2027) et versement du solde à l'achèvement de l'opération au vu d'un état récapitulatif des dépenses d'investissement TTC certifié par le comptable de l'établissement ;  
Ce solde sera déterminé par application du taux de subvention de 12,23 % sur ce total de dépenses ainsi établi, après déduction de l'acompte, dans la limite totale maximale de 625 000 €, montant non-indexé.
  - Les dépenses figurant à l'état récapitulatif des dépenses d'investissement TTC ne devront concerner directement que le site de THONON-LES-BAINS, les nouveaux matériels, équipements et mobiliers pouvant être intégrés mais devant être affectés aux locaux objet de l'opération.



- **De PRÉCISER** que cette subvention d'équipement versée est un actif incorporel amortissable. En vertu de sa délibération du 14 décembre 2023, la durée d'amortissement par le SIAC de cette subvention d'équipement versée sera de 15 ans,
- **De PRÉCISER**, qu'en application de la possibilité offerte par l'article R.2321-1 du Code Général des collectivités territoriales, il sera procédé à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements de cette subvention d'équipement versée, par inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement.

### **Point n°3 - Participation financière du SIAC au projet LACS porté par l'INRAE sur le site de THONON LES BAINS**

---

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle à l'Assemblée que le SIAC a été sollicité par l'INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement) et Monsieur le Recteur délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche au sujet du financement du projet LACS (Laboratoire d'Accueil, formation Continue et Services), porté par l'INRAE sur le site de THONON-LES-BAINS dans le cadre de l'Unité Mixte de recherche INRAE-Université de Savoie Mont-Blanc CARTEL (Centre Alpin de Recherches sur les Réseaux Trophiques des Ecosystèmes Limniques).

Mme la Présidente précise que le SIAC avait donné un accord de principe pour une participation de 175 000 € lors du comité syndical du 10 octobre 2024.

Pour rappel, ce projet consiste en la rénovation d'un bâtiment existant et en la réalisation d'une extension pour doter le site de THONON LES BAINS d'un amphithéâtre et d'une salle de cours-travaux pratiques supplémentaires, d'une salle de restauration, de laboratoires dédiés aux analyses de l'ADN, de nouvelles salles de laboratoires pour l'accueil des collections et le traitement des échantillons lacustres ainsi que d'espaces de stockages. Le planning prévisionnel indique que le début de la consultation des entreprises est fixé à mi-décembre 2025.

Ce développement a pour ambition de faire passer un cap à ce site en tant que centre de référence en limnologie et d'accentuer son rayonnement national et international.

Ce projet est inscrit au Contrat de Plan Etat Région (CPER) mais les crédits sont apparus insuffisants eu égard aux évolutions récentes des coûts de construction et d'équipement.

Le plan de financement est à ce jour le suivant :

- Département de la Haute-Savoie : 2 350 000 € ;
  - Région Auvergne-Rhône-Alpes : 1 000 000 € ;
  - OFB : 110 000 € ;
  - INRAE : 690 000 € ;
  - SIAC : 175 000 € maximum (contributeur de dernier rang) ;
- pour un total : 4 325 000 € H.T. de dépenses d'investissement prévisionnelles.

Ainsi, le taux de subvention d'équipement du SIAC serait d'environ 4,05 % de la totalité des dépenses d'investissement H.T., dans la limite de 175 000 €, si le coût total se concrétise à hauteur de 4 325 000 € H.T.

L'INRAE nous a précisé que son niveau d'autofinancement pour ce projet (16 % environ) est plutôt plus élevé que ce qui peut exister dans beaucoup d'autres projets. Qu'en outre, l'INRAE est un établissement public à caractère scientifique et technologique qui n'est pas soumis à une participation minimale du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que la participation du territoire CHABLAIS serait ainsi prise sur l'épargne transitoire constituée par le SIAC ces dernières années grâce aux participations reçues au titre de sa clé générale de contribution, sans qu'il soit besoin de recourir à une augmentation des participations de ses membres.

Mme la Présidente indique donc que les autres participations seraient appelées en priorité (Etat-INRAE, Région AURA, Département 74, OFB), la participation du territoire du Chablais ne serait appelée qu'après confirmation du besoin, sur la base des besoins de financement définitifs, fin 2027 ou début 2028, et dans la limite des 175 000 € proposés.

Mme la présidente rappelle que les subventions d'équipement versées sont conditionnées par l'existence d'un intérêt public local et affectées au financement de la création, de l'acquisition ou de l'augmentation de valeur d'une immobilisation déterminée. L'entité qui accorde la subvention l'utilise comme un dispositif d'investissement indirect dont elle attend un retour pour ses administrés sous forme de potentiel de service. C'est donc le cas en l'espèce.

En outre, la révision statutaire récemment achevée autorise le SIAC à intervenir financièrement pour soutenir ce projet d'intérêt « chablaisien » eu égard aux pressions actuelles et fortes incertitudes pour l'avenir qui s'exercent sur le Léman et qui nécessitent un suivi scientifique et technique performant.

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF DRCL BCLD-2025-0074 portant approbation de la modification des statuts du syndicat mixte SIAC du 26 novembre 2025 et plus particulièrement l'article 9-4 desdits statuts,

Vu l'article L.216-11 du Code de l'éducation stipulant que dans le cadre de leurs schémas de développement universitaire et scientifique propres et en cohérence avec les contrats pluriannuels d'établissement, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent contribuer au financement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur leur territoire, ainsi qu'aux œuvres universitaires et scolaires,

Vu le contrat d'objectifs, de moyens et de performance, INRAE 2022-2026, signé par Mme la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, par M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi que par M. le président-directeur général d'INRAE, dont les objectifs concordent avec ce projet validé par les instances compétentes, le site de THONON-LES-BAINS étant de plus un site existant,

Considérant que l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations n'impose à l'autorité administrative ou l'organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial mentionné au premier alinéa de l'article 9-1 qui attribue une subvention, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, de conclure une convention qu'avec un organisme de droit privé qui en bénéficie, cette disposition n'est donc pas obligatoire en l'espèce,

## **Il est proposé au Comité Syndical**

- **D'ATTRIBUER** une subvention d'équipement du SIAC au projet LACS porté par l'INRAE – Unité Mixte de recherche INRAE-Université Savoie Mont Blanc CARTEL, à hauteur de 175 000 € maximum, montant non-indexé, à verser à l'achèvement des travaux estimé fin 2027, les autres financements étant prioritaires pour couvrir les besoins définitifs.  
Le versement aura lieu à destination du Centre INRAE Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes qui a, dans son périmètre, l'unité mixte de recherche CARTEL à THONON-LES-BAINS.
- **D'ETABLIR** les règles cumulatives d'attribution suivantes, sans qu'il soit nécessaire de les formaliser dans une convention de financement à signer par les parties,
  - Versement à l'achèvement de l'opération au vu d'un état récapitulatif des dépenses d'investissement H.T. certifié par le comptable de l'INRAE ;
  - l'autofinancement de l'INRAE ne pourra être inférieur à 690 000 € ;
  - les autres financements extérieurs étant prioritaires, le besoin de financement de l'INRAE à l'opération (participation minimale du maître d'ouvrage) ainsi confirmé en fin d'opération, après déduction des sommes allouées par le Département de la Haute-Savoie, la Région AURA et l'OFB (3 460 000 €), devra être égal ou supérieur à 865 000 € H.T. pour justifier le versement de totalité de la subvention du SIAC.

S'il est inférieur, la subvention d'équipement du SIAC sera diminuée sur la base de la formule de calcul suivante :

Besoin de financement H.T. après déduction des financements apportés par les autres financeurs – 690 000 € = montant de la subvention d'équipement du SIAC.

En conséquence, si les dépenses totales définitives devaient s'établir à un montant inférieur à 4 325 000 € H.T., la subvention d'équipement du SIAC pourrait être réduite ;

- Tout désistement total ou partiel d'un financeur extérieur du projet (Département de la Haute-Savoie, la Région AURA et l'OFB) amènera le SIAC à statuer de nouveau sur le montant de sa subvention d'équipement, l'engagement du SIAC résultant de la présente délibération sera nul et l'INRAE ne pourra s'en prévaloir ;  
Toutefois, si le financement apporté par un financeur extérieur, cité ci-dessus, résulte de l'application d'un taux de subvention, la diminution de sa subvention définitive, par référence à celle annoncé au plan de financement indiqué ci-avant, ne sera pas considérée comme un désistement partiel, à condition toutefois que le taux initial soit respecté.
- Les dépenses figurant à l'état récapitulatif des dépenses d'investissement H.T. ne devront concerner directement que le site de THONON-LES-BAINS, les nouveaux matériels, équipements et mobiliers pouvant être intégrés mais devant être affectés aux locaux objet de l'opération.
- **De PRECISER** que cette subvention d'équipement versée est un actif incorporel amortissable. En vertu de sa délibération du 14 décembre 2023, la durée d'amortissement par le SIAC de cette subvention d'équipement versée sera de 15 ans,
- **De PRECISER**, qu'en application de la possibilité offerte par l'article R.2321-1 du Code Général des collectivités territoriales, il sera procédé à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements de cette subvention d'équipement versée, par inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement.

#### ***Point n°4 – Adoption des autorisations de programme / crédits de paiement – mise à jour et création***

---

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, propose au Comité Syndical de statuer sur 7 autorisations de programmes ainsi que les crédits de paiements (AP CP), dans le cadre du vote du budget primitif 2026 du SIAC.

##### **1. AP CP pour la participation à la ligne du Léman Express (maintien inchangée) :**

Mme la Présidente du SIAC rappelle à l'assemblée que par délibération du Conseil Syndical du 18 décembre 2014, le SIAC a décidé d'apporter un soutien financier de 4 370 000 € à la ligne CEVA, section Frontière jusqu'à EVIAN, soit environ 2% du coût du projet. Ce projet est dorénavant appelé LEMAN EXPRESS.

Par délibérations du 12 octobre 2017, le conseil syndical du SIAC a validé un avenant visant à réduire sa contribution à la ligne LEMAN EXPRESS à hauteur de 4 046 768 € compte tenu d'économies réalisées par rapport au plan de financement initial prévisionnel. Le solde de participation, soit 323 232 € étant redéployé pour les travaux d'aménagement des gares LEMAN EXPRESS dans le cadre d'une convention spécifique.

Pour l'aménagement des gares LEMAN EXPRESS, le solde du paiement a eu lieu en 2022. Par contre, le dossier de financement de la ligne du LEMAN EXPRESS reste en vigueur.

Mme la Présidente rappelle que le SIAC a été amené à délibérer en décembre 2021 au sujet d'un avenant n°2 à la convention de financement signée le 10 février 2015 car cet accord de financement arrivait à caducité fin 2021.

Comme à cette date, même si l'ensemble des travaux a été réceptionné, les différents marchés de MOE ou de travaux ne sont pas tous soldés et des travaux complémentaires sont apparus nécessaires. Pour rappel, il s'agit de la signalisation définitive en gare d'Annemasse, la mise à jour du poste informatique d'Annemasse et des travaux d'adaptation du système de voie sur la période 2022-2024 pour atténuer les phénomènes vibratoires aux abords de la tranchée couverte entre Annemasse et la Frontière.

Pour ces raisons, SNCF Réseau a donc proposé un avenant n°2 pour reporter la date de caducité au 31/12/2026, ce qui conduit à prévoir le Décompte Général et Définitif de l'opération et l'appel de solde (5%) en 2026. Les crédits de paiement ont été ajustés en conséquence ainsi qu'il suit.

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026
Participation à la ligne du LEX	Dépenses TTC	Autres dépenses	0 €	0 €	0 €	0 €
		Participation versées	202 803 €	0 €	0 €	202 803 €
		<b>Total</b>	<b>202 803 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>202 803 €</b>
	Recettes TTC	Autres subventions	0 €	0 €	0 €	0 €
		Autofinancement	202 803 €	0 €	0 €	202 803 €
		<b>Total</b>	<b>202 803 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>202 803 €</b>

Il convient donc de maintenir inchangée cette autorisation de programme. Toutefois, cette contribution étant prévue dans l'épargne transitoire du SIAC, elle sera intégrée au budget du SIAC qu'au moment de la reprise de l'excédent de clôture 2025 c'est-à-dire au budget supplémentaire 2026.

## 2. AP CP pour les espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS (mise à jour) :

Cette opération étant prévue sur plusieurs années à partir de l'exercice 2024, Mme la Présidente propose de mettre à jour le plan de financement ainsi qu'il suit, la subvention du CD74 étant maintenant notifiée et deux avenants conclus récemment.

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029
Espaces d'expositions permanentes du GEOPARC	Dépenses TTC	Etudes et MOE	127 780,00 €	60 780,00 €	42 000,00 €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	756 000,00 €	0,00 €	488 000,00 €	268 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	2 052,00 €	2 052,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	7 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>892 832,00 €</b>	<b>62 832,00 €</b>	<b>532 000,00 €</b>	<b>298 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention CD 74	198 000,00 €	0,00 €	0,00 €	198 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	143 740,00 €	0,00 €	2 470,00 €	6 270,00 €	87 000,00 €	48 000,00 €	0,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement	551 092,00 €	62 832,00 €	488 260,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>892 832,00 €</b>	<b>62 832,00 €</b>	<b>490 730,00 €</b>	<b>204 270,00 €</b>	<b>87 000,00 €</b>	<b>48 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

Il reste à finaliser l'aménagement des sites de Montriond et Evian, le compagnon de visite étant d'ores et déjà opérationnel ainsi que le site du Château de Ripaille.

### 3. AP CP pour l'opération GEMAPI dans le secteur de La Fiolaz – tranche 2 (mise à jour) :

Mme la Présidente propose de mettre à jour cette opération selon le plan de financement ci-dessous, les travaux étant terminés mis à part l'entretien des végétaux après plantation et quelques factures encore à régler :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029
Fiolaz Tranche 2	Dépenses TTC	Etudes et MOE	3 435,00 €	1 335,00 €	1 000,00 €	1 100,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	172 044,95 €	106 964,95 €	60 000,00 €	5 080,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnemental	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	6 084,00 €	3 084,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>181 563,95 €</b>	<b>111 383,95 €</b>	<b>64 000,00 €</b>	<b>6 180,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention Agence Eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	48 000,00 €	0,00 €	48 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	29 700,00 €	0,00 €	0,00 €	18 204,00 €	10 496,00 €	1 000,00 €	0,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement	103 863,95 €	83 422,95 €	16 000,00 €	4 441,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>181 563,95 €</b>	<b>83 422,95 €</b>	<b>64 000,00 €</b>	<b>22 645,00 €</b>	<b>10 496,00 €</b>	<b>1 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

### 4. AP CP pour l'opération GEMAPI de protection des berges dans le secteur Richebourg - Les Ogays (mise à jour) :

Mme la Présidente propose de mettre à jour le plan de financement et l'autorisation de programme/crédits de paiement qui en découle ainsi qu'il suit :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029
Protection de Berges secteur Les Ogays	Dépenses TTC	Etudes et MOE	68 000,00 €	48 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	493 616,65 €	198 116,65 €	281 000,00 €	12 000,00 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnemental	12 300,00 €	6 300,00 €	5 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	1 188,00 €	1 188,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	19 465,47 €	11 465,47 €	5 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>594 570,12 €</b>	<b>265 070,12 €</b>	<b>301 000,00 €</b>	<b>26 000,00 €</b>	<b>2 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention Agence Eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	88 000,00 €	0,00 €	44 000,00 €	0,00 €	44 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	97 529,00 €	0,00 €	0,00 €	43 495,00 €	49 360,00 €	4 264,00 €	410,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement	409 041,12 €	265 070,12 €	122 655,00 €	21 316,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>594 570,12 €</b>	<b>265 070,12 €</b>	<b>166 655,00 €</b>	<b>64 811,00 €</b>	<b>93 360,00 €</b>	<b>4 264,00 €</b>	<b>410,00 €</b>

Il est précisé que l'affermissement de la tranche conditionnelle n'aura pas lieu en conformité avec les indications de la CCPEVA. Quelques travaux restent à régler pour finaliser l'opération.

### 5. AP CP pour l'opération de restauration hydromorphologique et de protection contre les risques d'inondations de la Dranse de Morzine (3 secteurs) – mise à jour :

Mme la Présidente propose de modifier le plan de financement et l'autorisation de programme/crédits de paiement qui en découlent ainsi qu'il suit :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Pour information 2019 à 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029	Crédits de paiement 2030
Dranse de Morzine	Dépenses TTC	Etudes et MOE	216 707,33 €	77 707,33 €	114 000,00 €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	1 805 000,00 €	0,00 €	1 635 000,00 €	170 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnemental	93 820,00 €	41 820,00 €	20 000,00 €	13 000,00 €	14 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	8 795,61 €	6 295,61 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	151 270,37 €	79 270,37 €	40 000,00 €	32 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>2 275 593,31 €</b>	<b>205 093,31 €</b>	<b>1 811 500,00 €</b>	<b>240 000,00 €</b>	<b>14 000,00 €</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention Agence Eau	926 700,00 €	0,00 €	0,00 €	926 700,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	574 636,00 €	0,00 €	574 636,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	346 660,00 €	0,00 €	0,00 €	7 544,00 €	297 000,00 €	39 000,00 €	2 296,00 €	820,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement (et/ou emprunt)	427 597,31 €	0,00 €	394 000,00 €	33 597,31 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>2 275 593,31 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>968 636,00 €</b>	<b>967 841,31 €</b>	<b>297 000,00 €</b>	<b>39 000,00 €</b>	<b>2 296,00 €</b>	<b>820,00 €</b>

Il s'agit d'inscrire quelques crédits supplémentaires pour tenir compte de la prolongation d'un glacié à la demande de la CCHC.

#### 6. Subvention d'équipement à l'INRAE :

Mme la Présidente propose d'approuver le plan de financement et l'autorisation de programme/crédits de paiement qui en découlent ainsi qu'il suit :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029	Crédits de paiement 2030
Subvention d'équipement INRAE	Dépenses TTC	Etudes et MOE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses (subv. Équipt)	175 000,00 €	0,00 €	0,00 €	175 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>175 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>175 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention Agence Eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement (et/ou emprunt)	175 000,00 €	0,00 €	0,00 €	175 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>175 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>175 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

#### 7. Subvention d'équipement aux HÔPITAUX DU LEMAN :

Mme la Présidente propose d'approuver le plan de financement et l'autorisation de programme/crédits de paiement qui en découlent ainsi qu'il suit :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029	Crédits de paiement 2030
Subvention d'équipement HÔPITAUX DU LEMAN - IFSI IFAS	Dépenses TTC	Etudes et MOE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses (subv. Équipt)	625 000,00 €	0,00 €	0,00 €	312 500,00 €	0,00 €	312 500,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>625 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>312 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>312 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	Recettes TTC	Subvention Agence Eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement (et/ou emprunt)	625 000,00 €	0,00 €	0,00 €	312 500,00 €	0,00 €	312 500,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>625 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>312 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>312 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**Il est donc proposé au Bureau Syndical**

- **D'APPROUVER** les 7 autorisations de programme/crédits de paiement tel que détaillées ci-après

1. AP CP pour la participation à la ligne du Léman Express :

Autorisation de programme : 202 803 €

Crédits de paiement 2026 : 202 803 €

2. AP CP pour les espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS

Autorisation de programme : 892 832 € (depuis 2024)

Crédits de paiement 2025 : 532 000 €

Crédits de paiement 2026 : 298 000 €

3. AP CP pour l'opération GEMAPI dans le secteur de La Fiolaz – tranche 2 :

Autorisation de programme : 181 563,95 € (depuis 2024)

Crédits de paiement 2025 : 64 000 €

Crédits de paiement 2026 : 6 180 €



4. AP CP pour l'opération GEMAPI de protection des berges dans le secteur Richebourg - Les Ogays :

Autorisation de programme : 594 570,12 € (depuis 2024)

Crédits de paiement 2025 : 301 000 €

Crédits de paiement 2026 : 26 000 €

Crédits de paiement 2027 : 2 500 €

5. AP CP pour l'opération GEMAPI restauration et protection contre les risques d'inondations - Dranse de Morzine :

Autorisation de programme : 2 070 500 € (depuis 2025)

Crédits de paiement 2025 : 1 811 500 €

Crédits de paiement 2026 : 240 000 €

Crédits de paiement 2027 : 14 000 €

Crédits de paiement 2028 : 5 000 €

6. Subvention d'équipement à l'INRAE :

Autorisation de programme : 175 000 €

Crédits de paiement 2027 : 175 000 €

7. Subvention d'équipement aux HÔPITAUX DU LEMAN :

Autorisation de programme : 625 000 €

Crédits de paiement 2027 : 312 500 €

Crédits de paiement 2029 : 312 500 €

Ces crédits de paiement 2026 seront inscrits au budget primitif 2026 ou au budget supplémentaire lors de la reprise du résultat de clôture pour la subvention au LEX.

***Point n°5 – Budget primitif – Budget général – Exercice 2026 (PJ4, PJ5, PJ6)***

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres de l'assemblée :

Vu le Débat d'Orientations Budgétaires qui s'est déroulé lors du Comité syndical du 6 novembre 2025,  
Considérant que dans le cadre de la présentation par nature de l'instruction budgétaire M57, le budget est voté par chapitre,

Le budget primitif de l'exercice 2026 se présente comme suit :

***L'équilibre du Budget primitif 2026 :***

***Fonctionnement :***

Dépenses	Montants en €
Dépenses réelles	3 153 500,00 €
Dépenses d'ordre	1 866 000,00 €
Dépenses totales	5 019 500,00 €

Recettes	Montants en €
Recettes réelles	4 769 800,00 €
Recettes d'ordre	249 700,00 €
Recettes totales	5 019 500,00 €

***Investissement :***

Dépenses	Montants en €
Dépenses réelles	2 159 400,00 €
Dépenses d'ordre	249 700,00 €
Dépenses totales	<b>2 409 100 ,00 €</b>

Recettes	Montants en €
Recettes réelles	543 100,00 €
Recettes d'ordre	1 866 000,00 €
Recettes totales	<b>2 409 100,00 €</b>

### **Budget total (INVESTISSEMENT + FONCTIONNEMENT)**

Dépenses	Montants en €
Dépenses réelles	<b>5 312 900,00 €</b>
Dépenses d'ordre	<b>2 115 700,00 €</b>
Dépenses totales	<b>7 428 600,00 €</b>

Recettes	Montants en €
Recettes réelles	<b>5 312 900,00 €</b>
Recettes d'ordre	<b>2 115 700,00 €</b>
Recettes totales	<b>7 428 600,00 €</b>

Les participations des collectivités au budget général du SIAC, dont le montant inscrit au chapitre 74 s'élève à 3 132 500 €, sont réparties comme suit (provisoirement puis à ajuster lors du vote du budget supplémentaire, selon les dispositions prévues par les statuts du Syndicat à savoir 30% population INSEE et 70% population DGF, quand les données seront connues) :

EPCI	% répartition statutaire (provisoire idem 2025, à ajuster au budget supplémentaire)	Participation Financière 2026 (provisoire, à ajuster au budget supplémentaire)
CA Thonon Agglomération	56,27%	1 762 658 €
CC Pays d'Evian Vallée d'Abondance	30,09%	942 569 €
CC Haut Chablais	13,64%	427 273 €
<b>Total EPCI</b>	<b>100.00 %</b>	<b>3 132 500 €</b>

Les participations des collectivités du SIAC à la compétence Coordination du bassin versant des Dranses et Est lémanique se montent à un montant global de 175 500 € en 2026. Elles sont provisoires et seront réparties selon les critères statutaires pour ses membres à hauteur de 173 903 € (montant hors St Gingolph Suisse).

Collectivités	%	€
CA Thonon Agglomération	17,88 %	31 379 €
CC Pays d'Evian Vallée d'Abondance	49,23 %	86 399 €
CC Haut Chablais	31,98 %	56 125 €
St Gingolph - Suisse	0,91%	1 597 €
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>175 500 €</b>

Les participations des collectivités du SIAC concernées par le transfert à la carte de la compétence GEMAPI s'élèvent à la somme de 821 800 € en 2026. Elles se répartissent selon les critères statutaires pour ses adhérents selon le tableau ci-dessous :

<b><i>CC Pays d'Evian Vallée d'Abondance</i></b>	<b><i>463 644 €</i></b>
<b><i>CC Haut Chablais</i></b>	<b><i>358 156 €</i></b>
<b><i>Total :</i></b>	<b><i>821 800 €</i></b>

#### **Il est proposé au Comité Syndical**

- **D'ADOPTER** le budget primitif 2026 annexé au présent extrait,
- **D'ADOPTER** le montant des participations des collectivités membres comme présenté ci-dessus (clé générale),
- **D'ADOPTER** le montant des contributions des collectivités concernées par la coordination du bassin versant des Dranses et Est lémanique sur la base de l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement,
- **D'ADOPTER** le montant des participations des collectivités adhérentes à la compétence GEMAPI à la carte.

## Point 6 - Approbation du plan de gestion post-travaux de la Basse Dranse (PJ7)

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président en charge de la GEMAPI / Coordination du Bassin Versant, rappelle que l'arrêté préfectoral d'autorisation des travaux de restauration éco-morphologique et de prévention des risques dans le secteur de la Basse Dranse fait obligation au porteur de la compétence GEMAPI d'élaborer et approuver un plan de gestion post-travaux.

Il revient donc au SIAC, au titre de la compétence transférée à la carte, de constituer conjointement ce plan de gestion et de l'approuver pour son périmètre d'exercice, THONON AGGLOMERATION ayant fait de même en ce qui le concerne pour son propre périmètre. La SAEME, maître d'ouvrage d'un aménagement, ASTERS, gestionnaire de la réserve naturelle, sont également concernés par ce document de gestion.

Monsieur Gil THOMAS présente le contenu de ce plan de gestion post-travaux, ses modalités de mise en œuvre ainsi que les rendus à produire.

Il s'agit principalement d'actions de gestion de la végétation sur les aménagements et hors aménagements, gestion des embâcles, entretien de la paroi de nidification artificielle, suivis faunistiques, suivi hydromorphologique, évaluation de l'état écologique au regard de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Le calendrier pluriannuel des interventions est précisé dans le plan de gestion ainsi que les rapports réguliers à produire aux destinataires qui y sont cités.

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2022-0345 du 15 février 2022 portant autorisation environnementale au titre des articles L181-1 et suivants du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général relative à la restauration écomorphologique de la rivière de la Basse Dranse et à la création du système d'endiguement dit « digue de l'APEI » au titre de l'article R.562-14 du code de l'environnement et dont le gestionnaire est la communauté d'agglomération « Thonon agglomération », et notamment son article 56 « Mesures de suivi » dont la rubrique MS 1 « Mise en œuvre d'un plan de gestion » qui prescrit « *Le plan de gestion, post travaux, défini en lien avec la SAEME, décrit les modalités de mise en œuvre et de suivi de l'ensemble des mesures proposées. Il est mis en place sur l'ensemble de l'emprise des travaux et en concertation avec le gestionnaire de la réserve naturelle du Delta de la Dranse* »,

**Il est proposé au Comité Syndical du SIAC, pour le collège des élus concernés par le transfert à la carte de la compétence GEMAPI,**

- **D'APPROUVER** ce plan de gestion en ce qui concerne le SIAC,
- **De CHARGER** Mme la Présidente de sa mise en œuvre.

## Compte-rendu des décisions du Bureau

Bureau du 3 décembre 2025

- D37\_OCT2025 - Dispositif pédagogique et de financement Géoparc Mondial UNESCO du Chablais, année scolaire 2025-2026 - Délibération votée à l'unanimité
- D38\_OCT2025 - Portage et participation financière du Géoparc dans les « Classes de Lac du Géoparc mondial UNESCO du Chablais » pour les écoles primaires du territoire - Délibération votée à l'unanimité
- D39\_OCT2025 - Convention de coordination et partage des missions pour la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune d'Abondance
- D40\_OCT2025 - Demande d'aides pour les actions B1-5C, B1-5D et B1-5L du contrat de rivières portant sur les travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine
- D41\_OCT2025 - Approbation d'une convention avec la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Savoie Mont-Blanc (CASMB) pour l'échange de données relatives à l'étude des besoins en eau à usage agricole sur le bassin versant des Dranses et du sud Est lémanique
- D42\_OCT2025 - Avis sur la modification de droit commun n° 3 du PLUi-H de la CCHC
- D43\_OCT2025 - Approbation d'une convention cadre avec le CDG 74
- D44\_OCT2025 - Modification du tableau des effectifs
- D45\_OCT2025 - Réponse à l'appel à projet du LEADER du Nord des Alpes « Développer des projets de coopération en matière de tourisme durable »

• **2025**

- 100\_2025 - Décompte ARTT 2026
- 101\_2025 - Fabrication et mise en place d'une grille à Abondance – Bassin des Canevières
- 102\_2025 - Remplacement des consommables des stations de mesure de débits
- 103\_2025 - Fourniture et pose d'une barrière rustique le long de la Dranse à Abondance
- 104\_2025 - Impression et fourniture de kit pédagogique « mini-aventurier » pour les séjours pédagogiques organisés par les centres de vacances partenaires – action du GEOPARC
- 105\_2025 - Prestation d'un traiteur dans le cadre de la conférence des Maires du 29 novembre 2025
- 106\_2025 - Renouvellement de l'abonnement du Dauphiné Libéré
- 107\_2025 - Fourniture et impression personnalisée d'une nappe de table pour le stand promotionnel du Géoparc du Chablais
- 108\_2025 - Participation du Géoparc mondial UNESCO du Chablais à l'intervention au Sénat le 03/11/2025  
Contribution exceptionnelle à la communication (réalisation du site internet du Comité National des Géoparcs de France et du dossier de Presse) et aux frais de participation à la rencontre des Géoparcs mondiaux Unesco au palais du Luxembourg du 3/11/2025
- 109\_2025 - Achat de panneaux dans le cadre de la basse Dranse
- 110\_2025 - Intervention dans le cadre de la conférence des Maires du samedi 29 novembre 2025

*Agenda*

---

2025		
Comité	Jeudi 18 décembre à 18h	Espace Tully
2026		
Bureau	Mercredi 28 janvier 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 26 février 18h	Espace Tully

*Informations diverses*

---

Pôle Géoparc :

- Informations diverses

Pôle dynamiques territoriales :

- AMI Life Biod'lv